

## **Conseil exécutif de l'ACEP**

**Compte rendu de la réunion du 11 octobre 2006**

**Bureau national de l'ACEP**

**Salle de conférence**

**9 h**

**PRÉSENCES :** J. Aggrey (président), D. Brackley, C. Card, M. Holyk, M. Korol, R. Oslund, A. Picotte, P. Rosen (arrivée tardive), C. Danik, D. Martin et J. Ouellette.

**ABSENCES MOTIVÉES :** C. Lakaski, R. McVicar, S. Spak, C. Therrien et M. Zinck.

### **Adoption de l'ordre du jour**

Le point suivant est ajouté sous la rubrique « Points aux fins d'approbation » :  
Nomination d'un sous-comité pour enquêter sur une plainte d'un membre en vertu du règlement n° 5.

Le point suivant est ajouté sous la rubrique « Autres questions » : Modifications aux Statuts et Règlements.

Il est proposé par A. Picotte et appuyé par M. Korol que l'ordre du jour soit adopté avec modifications.

Pour = 6, contre = 0, abstention = 1. **Résolution adoptée.**

### **Adoption du compte rendu de la dernière réunion**

Quelques erreurs de frappe sont relevées et D. Brackley mentionne qu'il fera parvenir ses modifications à D. Martin pour suivi.

Il est proposé par R. Oslund et appuyé par M. Korol que le compte rendu soit adopté avec modifications, lorsque tous les commentaires seront reçus.

Pour = 5, contre = 0, abstentions = 2. **Résolution adoptée.**

### **Équipe de négociation TR (RIM)**

Les membres suivants se sont portés volontaires pour faire partie du comité : Caroline Leclerc, Stephen Mullen, Lionel Perrin, André Picotte, Claude Poirier et Marc Vallée.

Il est proposé par P. Rosen et appuyé par D. Brackley que la nomination de tous

les volontaires soit approuvée. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

### **Équipe de négociation collective TR**

Les membres suivants se sont portés volontaires pour faire partie du comité : Carol Card, Suzanne Dumas, Luc Gervais, Lionel Perrin, André Picotte, Claude Poirier et Francine Roy.

Il est proposé par P. Rosen et appuyé par D. Brackley que la nomination de tous les volontaires soit approuvée. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

### **Nouvelle déléguée**

Il est proposé par D. Brackley et appuyé par M. Korol que la nomination de Lisa Hutton, AINC, soit approuvée. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

### **Nomination d'un sous-comité du CEN**

On informe le CEN que l'Association a reçu une plainte d'un membre en vertu du règlement n° 5 – Discipline. On demande donc des volontaires pour former un sous-comité qui enquêtera sur la plainte.

Les membres suivants se portent volontaires : R. Oslund, M. Holyk, C. Card, M. Korol et D. Brackley.

Il est proposé par R. Oslund et appuyé par D. Brackley que la nomination de C. Card, M. Holyk et M. Korol soit approuvée pour former le sous-comité.  
**Résolution adoptée à l'unanimité.**

### **Protocole de représentation des membres**

#### **PROTOCOLE DE REPRÉSENTATION EN CAS DE RECOURS**

L'ACEP offre ses services de représentation à tous les membres de l'ACEP, sous réserve de ses Statuts, Règlements, protocoles, des antécédents de représentation, de la jurisprudence et des ressources financières.

Le directeur des relations de travail est chargé de voir à la représentation des membres de l'ACEP dans les procédures de recours. À cette fin, le directeur des relations de travail détermine, au moyen d'un protocole de représentation en cas de recours, le rôle de l'ACEP et celui des agents de l'ACEP dans les procédures de recours. Le protocole est revu périodiquement selon les besoins et est affiché sur le site Web de l'ACEP.

Si un membre estime que son cas a été traité de façon arbitraire, discriminatoire ou de mauvaise foi, il ou elle peut, après avoir discuté de la question de sa représentation avec l'agent de l'ACEP affecté à son ministère ou organisme, **présenter** l'affaire

d'abord au directeur des relations de travail, puis au directeur exécutif et finalement au président de l'ACEP. Ce mécanisme de recours est affiché sur le site Web de l'ACEP.

Il est proposé par D. Brackley et appuyé par P. Rosen que le Conseil exécutif national appuie entièrement le protocole de représentation en cas de recours tel que modifié ci-dessus. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

### **Comité consultatif des jeunes membres**

À sa dernière réunion le 19 octobre, le comité ébauchait son mandat. J. Aggrey mentionne que si quelqu'un est intéressé à faire partie de ce comité ou si l'on connaît des membres qui le seraient de donner leurs noms à la secrétaire du comité.

### **Comité de l'égalité des chances et de la diversité**

On a lancé un nouvel appel de volontaires pour ce comité.

### **Modifications des Statuts et Règlements**

11.3.1 Aucun membre titulaire du Conseil exécutif national n'est membre du Comité des candidatures, du Comité de vérification ou d'un autre comité de surveillance semblable établi par le Conseil exécutif national.

Il est proposé par P. Rosen et appuyé par D. Brackley que la nouvelle disposition ci-dessus soit approuvée. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

14.2 Les membres du Comité des candidatures courant ne peuvent, la même année d'élections, poser leur candidature à une fonction électorale du CEN, appuyer une mise en candidature, se porter volontaire comme scrutateur pour un candidat ou appuyer un candidat par quelque moyen que ce soit.

Il est proposé par P. Rosen et appuyé par D. Brackley que la modification ci-dessus soit approuvée, telle que modifiée.

Pour = 7, contre = 0, abstention = 1. **Résolution adoptée.**

16.3 Tous les règlements adoptés par le CEN prennent immédiatement effet sauf les modifications aux règlements sur les élections qui prennent effet le 31 mars, date à laquelle le processus électoral est censé commencer.

On signale que cette modification a été réglée à la réunion du 24 mars.

R 3.10

i. Le Comité établit un calendrier électoral qui permet la tenue d'activités électorales, telles qu'un forum des candidats, des débats et des présentations. Ces activités prennent fin à la fin de l'Assemblée générale annuelle.

ii. La période de scrutin commence le jour où les membres reçoivent la trousse électorale et se termine 10 jours ouvrables après l'Assemblée générale annuelle.

iii. Les votes sont dépouillés le 11<sup>e</sup> jour ouvrable après l'Assemblée générale annuelle.

iv. Les résultats sont proclamés le 12<sup>e</sup> jour ouvrable après l'Assemblée générale annuelle.

Il y a consensus pour que le CEN traite de cette question à sa réunion régulière de janvier 2007 puisqu'elle touche les règlements sur les élections et que le processus électoral est déjà commencé. **Point reporté.**

### **Réunion des dirigeants des sections locales**

J. Aggrey confirme que la réunion aura lieu le 27 novembre 2006 à 14 h. On convient de demander aux dirigeants des sections locales s'ils ont des points à porter à l'ordre du jour.

### **Création d'un fonds de défense**

Point reporté.

### **Politique sur le paiement d'un avis juridique sur le règlement n<sup>o</sup> 5 – Discipline**

J. Aggrey dépose un avis juridique auprès du CEN.

### **Recommandations du Comité des finances**

#### **Recommandation du Comité des finances – 20 juillet 2006**

Le Comité des finances recommande que le budget soit transmis au Conseil exécutif national et que celui-ci examine la possibilité d'une augmentation des cotisations.

Il est proposé par R. Oslund que le Conseil exécutif national rejette la recommandation du Comité des finances que le Conseil exécutif national examine la possibilité d'une augmentation des cotisations. **Résolution refusée faute d'être appuyée.**

Il est proposé par P. Rosen et appuyé par A. Picotte que le Conseil exécutif national reconnaisse les préoccupations soulevées dans cette recommandation et que celle-ci soit étudiée par le Conseil exécutif national de 2007.

Pour = 7, contre = 1, abstention = 0. **Résolution adoptée.**

Recommandation du Comité des finances (reportée de la réunion du CEN du 13 septembre 2006)

Le Comité des finances recommande que le solde du fonds de prévoyance serve à couvrir les excédents de dépenses des postes budgétaires et que les membres soient informés que des fonds additionnels sont nécessaires.

Il est proposé par A. Picotte et appuyé par M. Korol qu'après examen de l'information reçue du vérificateur cette recommandation n'est plus nécessaire.

Pour = 4, contre = 3, abstention = 1. **Résolution adoptée.**

**Rapport du président**

Colloque du Conseil national mixte

Le colloque tenu à Vancouver cette année a adopté une formule nettement différente de celle des années précédentes. Il y a deux différences significatives :

Premièrement, le forum a toujours donné l'occasion à un ou deux agents négociateurs de faire une présentation sur ceux qu'ils représentent, leurs relations avec l'employeur et les grands défis opérationnels d'un point de vue syndical.

Deuxièmement, et sans doute la différence la plus importante, en particulier pour les membres de l'ACEP ayant assisté au colloque pour la première fois, il n'y avait pas d'ateliers. Habituellement, c'est lors de ces ateliers que la direction et les agents négociateurs discutent ouvertement d'enjeux importants ou litigieux.

Faits saillants

1. *Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles* (LPFDAR). Cette loi a pour but d'encourager les employés de la fonction publique à se manifester s'ils ont des motifs de croire que des actes répréhensibles graves ont été commis. Elle est censée protéger les dénonciateurs contre les représailles.

Un employé peut faire une divulgation de trois façons :

- i. à son superviseur ou à un agent supérieur désigné à cette fin,
- ii. au commissaire à l'intégrité du secteur public,
- iii. faire une divulgation publique si le temps ne permet pas de recourir aux autres moyens.

Comme syndicat, nous sommes très préoccupés au sujet des représailles à l'endroit de nos membres qui auraient des motifs de faire une divulgation. Je rencontrerai le commissaire à l'intégrité du secteur public pour veiller aux droits de nos membres à

l'équité de la procédure et à la justice naturelle.

### Loi sur les relations de travail dans la fonction publique – Progrès, enjeux et défis

L'établissement des Services d'analyse et de recherche en matière de rémunération (SARR) revêt un intérêt particulier pour nous. L'objectif est de favoriser des relations patronales-syndicales constructives en aidant les parties à la négociation collective dans leurs discussions et négociations sur la rémunération en leur fournissant une information exacte, impartiale et utile.

Le service effectuera des études sur la rémunération pour aider à la négociation des salaires, des avantages sociaux et des conditions de travail dans la fonction publique. La question demeure à savoir de quelle façon cela aidera l'Association à la table.

### **Rapport des services professionnels**

#### **Les comités de négociations**

La date limite pour se porter volontaire soit au comité de négociation du RIM, soit au comité de négociation de la convention collective TR, était vendredi le 6 octobre.

Sept personnes se sont portées volontaires pour négocier la convention collective :

- Carol Card,
- Suzanne Dumas,
- Luc Gervais,
- Lionel Perrin,
- André Picotte,
- Claude Poirier et
- Francine Roy.

Tandis que six personnes se sont portées volontaires pour négocier le RIM :

- Caroline Leclerc,
- Stephen Mullen,
- Lionel Perrin,
- André Picotte,
- Claude Poirier et
- Marc Vallée.

Pour raison de maladie, une candidature pour le comité de négociation du RIM a été reçue en retard, celle de Caroline Leclerc. Je propose que la candidature soit acceptée. La personne concernée a participé activement à la négociation du RIM l'année dernière et apportera une expérience précieuse au nouveau négociateur, Jean Ouellette.

Je propose aussi que Carol Card soit nommée au comité de négociation de la

convention collective malgré le retard de quelques heures de sa candidature. Encore pour des raisons personnelles, le courriel a été acheminé après l'échéance. Carol a participé à la ronde précédente et sa contribution a été grandement appréciée.

Les lettres confirmant leur nomination seront envoyées la semaine prochaine. Les membres de chacun des deux comités seront convoqués pour une première rencontre au mois de novembre.

D'autre part, le comité de négociation EC sera rappelé pour une rencontre au mois de novembre. Il sera question de discuter de la préparation de la négociation au printemps prochain.

### **Réforme de la classification EC**

Vous vous souviendrez que le mois dernier j'ai signalé ne pas avoir encore reçu la documentation dont nous avons besoin et que nous avions demandée à l'AGRHP. La même semaine, j'ai rencontré les agents responsables de l'exercice de conversion et ils m'ont remis les documents.

Ces dernières semaines, j'ai étudié et analysé cette montagne d'information. Je prépare actuellement un document renfermant des conseils à l'intention des membres EC au sujet de leurs descriptions de travail.

D'ici la fin d'octobre ou le début de novembre, nous afficherons sur le site Web de l'ACEP et enverrons aux dirigeants des sections locales un document semblable à celui qui avait été préparé pour les membres ES et SI dans le cadre de la NGC. Ce document expliquera aux membres leurs droits découlant de la convention collective et les conseillera au sujet de la rédaction de leur description de travail dans le cadre de la norme EC.

### **Questions internes**

Nous avons terminé l'analyse des processus d'information et de communication au sein du bureau national de l'ACEP. Je vous rappelle que l'exercice a commencé en mai dernier. Nous avons relevé plus de 150 combinaisons de sources d'information, de types d'information et de clients. Nous avons ensuite consacré une bonne partie de l'été à organiser et analyser les données, puis à ébaucher des procédures.

En septembre, nous avons remis le projet de procédures ou protocoles aux autres membres de l'équipe de direction de l'ACEP pour obtenir leurs observations. Nous avons ensuite partagé les ébauches modifiées avec les membres de la section Recherche et Communication du bureau. Ils ont exprimé leurs commentaires.

Hier, les projets de protocoles ont été distribués au reste du personnel, qui avait jusqu'au 20 octobre pour énoncer des commentaires. Par la suite, nous produirons une version finale. Nous prévoyons que les protocoles entreront en vigueur au cours du

mois de novembre.

Les protocoles sont des directives opérationnelles sur diverses questions, entre autres la façon dont l'information devrait circuler au bureau national, le but et le contenu d'une nouvelle bibliothèque virtuelle, la mise à la disposition des membres du personnel de l'information administrative (ex. : le registre quotidien du courrier reçu par l'association, les coordonnées des fournisseurs de services), le nouveau rôle des adjointes administratives en matière d'information, la circulation de l'information entre les comités et le site Web de l'ACEP, et comment placer davantage d'information sur le site Web.

### **Autres questions**

- Nous avons reçu les articles pour le rapport annuel et la traduction en est presque terminée. La semaine prochaine, Deborah travaillera à deux mises en page, dont l'une comportant titres, hyperliens et textes en continu convient mieux au site Web. Le rapport sera affiché sur le site Web de l'ACEP d'ici la deuxième semaine de novembre. Les membres ont reçu un rappel avec leur trousse de l'assemblée générale annuelle qu'ils peuvent demander un exemplaire imprimé du rapport annuel au bureau national. La demande d'exemplaires imprimés est très faible.
- Nous travaillons depuis quelques semaines sur les données du sondage des employés de la fonction publique. Il est intéressant de constater comment la réalité des milieux de travail de nos membres se reflète dans les chiffres. Par exemple, 44 % des ES répondent qu'ils ne sont pas rémunérés pour leurs heures de travail supplémentaires. Nous avons prévu déposer aujourd'hui un résumé des faits saillants; mais, nous accusons un peu de retard. Toutefois, des rapports portant sur chacune des unités de négociations seront préparés en temps utile pour les comités de négociation TR et EC.
- Nous préparons aussi une analyse de l'article 101 du projet de loi C-2. L'article 101 modifie l'article 35 de la Loi sur l'emploi dans la fonction publique, donnant à des personnes autrefois exclues le droit de participer à des processus de nomination dans la fonction publique. Cette modification donnera un tel droit aux employés travaillant pour le Sénat, la Chambre des communes, le bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique, **et** aux employés de la Bibliothèque du parlement. Vous vous souvenez sans doute que la question d'exclusion des concours de la fonction publique de nos membres à la Bibliothèque du parlement a été soulevée auprès de comités parlementaires par l'AESS puis l'ACEP. L'ACEP a même apporté le problème à la table de négociation lors de la dernière ronde.

### **Levée de la séance**

Il est proposé par A. Picotte et appuyé par M. Korol que la séance soit levée à 21 h 20.